

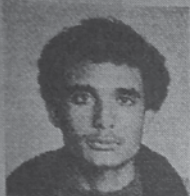
viens gravement. Mokhtar l'a emmené dans une maison avoisinante pour le soigner, alors que son complice Adel l'attendait dehors pour le détroquer.

Une fois soignée, la victime est sortie et Adel lui a barré le passage.

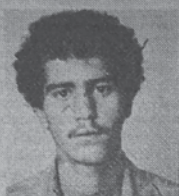
La victime étant tombée évanouie, Adel a quitté les lieux en laissant Mokhtar à son chevet. Ce dernier ayant remarqué la

pousse dans une flaque d'eau sanguante où il devait être retrouvé mort.

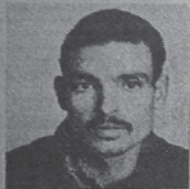
La victime était âgée de 34 ans et père de cinq enfants. Au cours de l'interrogatoire mené par les agents de la Brigade des enquêtes judiciaires, les deux inculpés ont fourni tous ces détails. Les enquêtes se poursuivent actuellement pour découvrir les auteurs de crimes similaires qui ont eu lieu au cours des derniers événements.



Kamel



Chokri



Mokhtar



Hassen dit «Kalb Essebbiha»

Criminel !

On reste hébété, sans réaction, face à de tels aveux. Dégoût et mépris se mêlent pour dénoncer le crime crapuleux et c'est peu.

Qu'est-ce que de telles victimes, innocentes, avaient à voir avec une décision et la soi-disant colère, qu'elle suscita ? Où est le rapport entre le mobile et l'acte ? Et peut-on encore parler de manifestants quand on a connu l'identité des criminels ?

Les questions se posent avec d'autant plus de révolte que, quand on a désigné par leur nom les casseurs, pilleurs et autres brigands, certains prompts à glorifier tous les truands du monde pour peu qu'ils leur donnent l'argument à accabler le vis-à-vis, ont aussitôt crié à la diversion...

Des criminels viennent d'avouer l'horreur de leurs forfaits entrepris à « la faveur » des émeutes de ce mardi 3 janvier. Et si de pareils individus peuvent encore être considérés comme des manifestants, il faut trembler à la conception que se feraient certains d'une manifestation, quel qu'en soit le mobile. Car il s'agirait ni plus ni moins d'un appel au meurtre, au crime crapuleux, à l'acte gratuit...

**« Ne m'oublie pas mon peuple
Promets-moi que tu
résisteras
te battras
ne négocieras pas. »**

Fadhel Sassi,
26 janvier 1978





À chaud

sommaire

Marseille

Renouvellement intérieur
et vassalisation extérieure

07 *César Centi & Priscilla De Roo*

Femmes, que faire ?

18 *Anne Querrien*

Un « Non » aux
saveurs d'un « Oui »
en Nouvelle-Calédonie

25 *Anthony Tutugoro*

Marseille

Renouvellement intérieur et vassalisation extérieure

César Centi & Priscilla De Roo

Mars attacks

4 juillet 2020. Après plusieurs coups de théâtre lors du « troisième tour » de scrutin pour la désignation du président du conseil municipal de Marseille, le Printemps marseillais finit par remporter la mise à une voix près, grâce au ralliement *in extremis* de Samia Ghali, dissidente du PS et sénatrice-maire des XV^e/XVI^e arrondissements de Marseille dans les « quartiers nord ». Comment la frêle Michèle Rubirola, dissidente d'EELV, à la tête d'un assemblage improbable de partis classés à gauche (PS, PC, LFI) et de certains collectifs citoyens, inconnue il y a seulement six mois, a-t-elle pu déboulonner la statue du commandeur Jean-Claude Gaudin, fermement ancré dans la fonction municipale depuis vingt-cinq ans ? Pire, sa dauphine désignée, Martine Vassal, s'est vu ravir la mairie des VI^e/VIII^e arrondissements de la ville bourgeoise, réputée imperdable, par une nouvelle figure de la société civile et fondatrice du collectif citoyen Mad Mars, Olivia Fortin.

Au-delà du symbole et de la prudence requise par le fort niveau d'abstention, ce retournement signifie-t-il la fin du système d'alliances construit par Defferre dans les années 1950 et prolongé par Gaudin (à l'exception de la « parenthèse magique » Vigouroux de 1989 à 1995) fait de professions libérales des quartiers sud¹, de commerçants et d'artisans, de

¹ La « marseillogie » ou science des poncifs, oppose les quartiers sud, résidentiels et riches, aux quartiers nord, productifs et pauvres, avec La Canebière comme frontière.

classes populaires recrutées dans les collectivités locales par voie clientéliste² ? De ce système, les quartiers nord et le centre-ville portuaire, appauvri et immigré, étaient exclus. Dans ce système, Marseille constituait un isolat au sein du département, pourtant de gauche – SFIO puis PS – de 1945 à 2015. Marseille aujourd’hui semble contre-attaquer, les quartiers nord et le centre revenir dans le jeu, avoir accès à la parole, mais la métropole et le département, restés aux mains de Martine Vassal, l’enserrrent toujours de leurs tentacules vénéneux.

Le paradoxe est bien là. Nous avons caractérisé dans les années 1990 le centre et nord de Marseille, pour son appauvrissement, son absence d’emplois, sa perte de centralité urbaine et métropolitaine, de véritable « *trou noir social*³ » dans lequel la ville se précipitait toute entière. Cette dynamique spatiale n’avait rien d’intrinsèque mais résultait du grignotage endémique des emplois « de qualité » par les communes du reste du département. Aujourd’hui, la dynamique électorale en faveur du Printemps marseillais est clairement concentrée dans un centre dilaté en profondeur⁴ plus que vers le littoral et le sud. Question primordiale : le centre accédant au pouvoir, y aura-t-il reconstruction de la centralité marseillaise ? Une stratégie productive basée sur les échanges et les fonctions tertiaires d’organisation des flux est-elle envisagée comme avantage concurrentiel unique pour produire de nouveaux emplois, y compris non qualifiés ? Une stratégie d’économie résidentielle basée sur la culture pourra-t-elle faire pièce à la concurrence d’Aix, de Martigues, d’Aubagne et aux délocalisations des équipements culturels hors de la ville ? L’enjeu est de taille, d’autant que les quartiers nord sont toujours hors du champ sociologique du Printemps marseillais (même si le ralliement de Samia Ghali peut rebattre les cartes) et que la ville devient un îlot de « gauche » dans un océan de « droite ». Mais renouons les fils de l’histoire...

² Cesare Mattina, « Marseille, effondrement ou résistance du système defferriste ? », *Libération*, 10 juillet 2020.

³ Priscilla De Roo, « Une stratégie de métropole », in Dominique Becquart (dir), *Marseille, 25 ans de planification urbaine*, Agam/L’Aube, septembre 1994.

⁴ Carte des scores du Printemps marseillais au premier tour des municipales dans Jean-Laurent Cassely, Sylvain Manternach, *Comment la gauche néo-marseillaise a éjecté la bourgeoisie locale*, Fondation Jean Jaurès, 1^{er} août 2020.

Le commerce industrialisant

Depuis sa fondation par les grecs de Phocée, la ville-port a toujours joué un rôle de comptoir de commerce qui la plaçait immédiatement en réseau avec un archipel de places méditerranéennes et mondiales. Aussi a-t-on pu dire (et on le dit encore !) que la ville restait excentrée par rapport au territoire national, enfermée dans sa ceinture de collines, développant une identité excluante et irrédentiste. Dès la fin du XIX^e siècle, l'expansion coloniale et le protectionnisme signent la mise au pas de la fonction internationale du port et le rétrécissement de son réseau sur un marché national-colonial captif, prolongement en quelque sorte de la politique patrimoniale et terrienne au delà des mers⁵. L'État protectionniste veut centrer la ville sur la Nation, déplace les bassins du port au nord, organise la fluidité entre les chaînes de transport maritimes et continentales et l'arrimage à la vallée du Rhône. L'ingénieur des ponts Talabot invente la combinaison technique des Docks (le magasin) et de la voie ferrée PLM (l'accès à Paris capitale) ; plus tard, les tunnels de la Nerthe et du Rove sont percés pour projeter Marseille dans l'espace national.

Cette première nationalisation-ingéniérisation-relocalisation du port oblige la bourgeoisie commerçante à réagir. Elle n'entend pas se laisser déposséder du négoce international au profit d'un avantage techniciste national qui réduit le port à une simple fonction de quai de transit. « Ce qui intéresse Marseille dans une marchandise, c'est sa valeur de travail à la tonne » (Louis Pierrein), autrement dit, l'effet induit sur l'emploi local d'activités provoquées par le passage portuaire. Puisque la marchandise risque de ne faire que traverser Marseille, le moyen de la fixer, c'est la transformation industrielle. Ainsi est inventé le « commerce industrialisant⁶ », véritable *système productif local*, bouquet d'interactions économiques, sociales et territoriales et reconversion de l'intermédiation historique entre le global et le local. Pour ce faire, le port se cale sur la contrainte nationale de manière à l'apprivoiser. Il mise sur la conquête du marché intérieur et extérieur par ses produits transformés, notamment

⁵ Priscilla De Roo, « De l'aire portuaire à l'ère métropolitaine », in Michèle Collin (dir), *Ville et port, XVIII^e-XX^e siècles*, L'Harmattan, septembre 1994.

⁶ Détournement du concept d'« industries industrialisantes » censées entraîner le développement à partir des industries lourdes contrôlées par l'État. Elles ont servi de modèle à l'Algérie, avec le succès que l'on sait.

des biens de consommation de base. Il va sans dire que le cœur de ce système bat dans le centre-nord de Marseille mais que ses effets sur l'emploi et la population commencent déjà à s'élargir à l'ensemble du département. La métropole portuaire fonctionne encore de manière organique, avec une centralité incontestée.

L'espace, opérateur social; le social, opérateur économique

La nationalisation-technicisation-délocalisation du port connaît une deuxième phase décisive lors de l'aménagement du territoire gaullien des années 60-70. D'abord, le port devient institutionnellement « autonome », c'est-à-dire, confisqué aux acteurs locaux et géré par des ingénieurs d'État mus par un intérêt national supérieur. Ensuite, la mise en coupe réglée du modèle de développement local porté par la bourgeoisie commerçante suppose son étouffement par la dilution de l'intervention étatique à l'échelle de l'« aire métropolitaine marseillaise » (quasi départementale), concrétisée par un schéma d'aménagement de la « métropole d'équilibre » de Marseille en 1969. Le spatial est ainsi considéré par l'État comme un opérateur économique majeur. Mais, en accompagnant les mouvements de desserrement urbain et résidentiel, l'État s'appuie de fait sur *l'espace comme opérateur social* qui dicte les localisations de l'emploi hors de Marseille selon un principe de distinction sociale.

C'est ainsi que l'action publique nationale joue sur la simple *utilité des sites*, sans aucune considération de développement ni d'effet de levier sur l'ensemble du système métropolitain, et ceci, toujours au détriment de la centralité marseillaise. Utilité économique, avec l'implantation d'un port surdimensionné de transit pur (sidérurgie sur l'eau, industries de flux, pétrochimie) dans la rade de Fos sur Mer, à 50 km du berceau portuaire, avec des considérations strictement industrialistes nationales (le pôle de croissance); utilité résidentielle, avec des implantations publiques importantes dans le domaine de l'université, de la recherche et des industries de haute technologie, comme le CEA à Cadarache, Thomson à Rousset, le Centre technique de l'équipement ou le Centre de navigation aérienne aux Milles-Aix, avec des considérations d'attraction résidentielle pour les cadres supérieurs et professions intellectuelles. Le processus de

pulvérisation départementale de l'emploi, et de l'emploi qualifié en particulier, se poursuit dans les années 1990 et suivantes avec la politique de conversion industrielle dirigée vers les communes strictement limitrophes de Marseille : construction navale à La Seyne-La Ciotat, électronique à Aubagne-Gémenos et dans la vallée de l'Arc (pays d'Aix) et enfin, *last but not least*, implantation de la gare TGV bis dans le désert vert de l'Arbois sur la commune d'Aix, sans aucune interconnexion avec l'aéroport.

Bilan : disparition des fonctions commerçantes du port et des services directionnels urbains qui lui étaient liés, agonie des industries marseillaises pourvoyeuses de main d'œuvre ouvrière sans remplacement par des fonctions tertiaires (comme dans les autres métropoles), immobilisation d'un parc massif de sans emplois sur une plaque tectonique constituée du centre et des quartiers nord aux taux de chômage vertigineux touchant au bas mot 200 000 personnes, effondrement de la centralité de la ville-centre et du centre-ville (on en a vu les effets le 5 novembre 2018 rue d'Aubagne). La métropole n'est plus. Dévitalisée, éclatée, affaiblie, le processus de dépeçage anthropophage inventé par l'État sera vaillamment poursuivi par les collectivités locales du pourtour marseillais.

De la ceinture rouge à la ceinture dorée

Si la métropole n'est plus, alors qu'institutionnellement elle vient de naître⁷, qui l'a tuée et à qui profite le crime ?

L'économie marseillaise a bien été reconvertie, mais par sa périphérie⁸. C'est cette mécanique particulière qui constitue la fameuse « exception marseillaise » qui la différencie des métropoles de Paris et Lyon, par exemple⁹. La métropolisation classique connaît la *ségrégation*, soit une répartition socialement inégale de la résidence sur le territoire, avec des catégories ayant le choix de leur localisation « de qualité » (école élitiste, qualité de vie et environnement, proximité sociale) et d'autres ne l'ayant

7 La métropole Aix-Marseille-Provence a été créée le 1^{er} janvier 2016, par fusion de 6 intercommunalités devenues « territoires » intermédiaires de gouvernance. Elle compte 92 communes et 1,8 millions d'habitants, soit 93 % de la population départementale des Bouches-du-Rhône et 37 % des habitants de la région Sud (ex PACA).

8 César Centi, *La face cachée du monstre*, note interne, janvier 2020.

9 César Centi, *Le laboratoire marseillais, Chemins d'intégration métropolitaine et segmentation sociale*, L'Harmattan, février 1996.

pas. La métropole marseillaise (soit son département) s'est caractérisée, depuis l'après-guerre, par une *segmentation d'État*¹⁰. La segmentation génère organiquement la greffe de l'emploi sur la résidence, la distinction élitaine par la résidence dictant la localisation de l'emploi élitaine, le tout étant activé par les équipements et emplois publics.

La *trame communale* et la compétition qu'elle induit en orientant la localisation de l'emploi vers des territoires de « qualité sociale » facilitent ce déplacement spatial. La segmentation d'État s'accompagne de la segmentation orchestrée par les collectivités locales voisines de Marseille. Aix et les communes anciennement ouvrières, y compris celles tenues un temps ou toujours par le PC (Martigues, Aubagne, Gardanne, La Ciotat) jouent de l'attraction résidentielle pour capter de nouveaux emplois et équipements de qualité, en facilitant la délocalisation ou le dédoublement depuis Marseille. Comment expliquer autrement l'installation de la plus grande zone commerciale d'Europe à Plan de Campagne à cheval entre Gardanne et Les Pennes Mirabeau, la migration du Salon nautique de Marseille à La Ciotat, l'implantation d'une filière de réparation de grands voiliers dans la même commune alors que l'immense forme de radoub du port de Marseille reste vide, la construction d'équipements métropolitains comme un Arena ou une salle de musiques contemporaines de 2 000 places à Aix quand la taille de la ville ne la justifie pas ?

La constitution de la métropole institutionnelle ne résout ni les inégalités de ressources financières qui seront maintenues jusqu'en 2028¹¹, ni la répartition du logement social qui reste désespérément refusée par les communes environnantes qui, par ailleurs, accusent Marseille d'opérer une *gentrification* objectivement improbable ; donc, Marseille gardera ses pauvres. Elle hérite d'une métropole segmentée et bien ordonnée par un espace élitiste, réduisant sa « vocation méditerranéenne » à quelques quartiers centraux et arrière-portuaires de ce nouvel ensemble, bref la « ville indigène » cernée, englobée et commandée par la « ville européenne ». Voilà où réside le crime, une vision post-coloniale.

¹⁰ César Centi, « Marseille, Les enjeux de la segmentation métropolitaine », *Futur antérieur*, 1995/4.

¹¹ Les taux de taxes locales votées par la Métropole maintiennent les différences de fiscalité locale entre communes. Une période d'harmonisation des taux est prévue sur une période de 12 ans (maximum permis par la loi), à l'horizon 2028.

La bataille de la culture

La concurrence d'Aix-en-Provence, qui se définit souvent comme le XXI^e arrondissement de Paris ou considère Marseille comme son Pirée¹², revêt une dimension particulière. Aix s'est emparée régulièrement de tous les pans de la culture (opéra, musiques contemporaines, danse, littérature, arts de la rue), sans parler des universités et des centres de recherche, y compris à vocation méditerranéenne (Maison méditerranéenne des sciences de l'homme). Un directeur de théâtre de Marseille ayant cumulé sa direction avec un théâtre d'Aix a pu dire : « Je pense qu'Aix est devenue une capitale de l'excellence et du partage. Marseille, c'est la ville des grandes opérations populaires... », comprenez pour les pauvres. De manière subliminale, un des motifs de l'éloignement de Marseille de la classe moyenne et intellectuelle, pourtant théoriquement vigilante en matière de racisme, est la présence d'immigrés. Cette logique distinctive est niée. Lors des négociations politiques pour l'intercommunalité, Marseille fait profil bas. Selon Gaudin, il ne faut pas que la ville montre un visage « impérialiste » du fait du poids de sa population (ce qui s'appelle tout simplement démocratie). En clair, la ville préfère choyer ses voisins plutôt que ses habitants, notamment les plus défavorisés.

Retour sur les élections municipales de 2020. Changent-elles la donne ? Si oui, la bataille pourrait s'engager dans le domaine culturel. Une note de la Fondation Jean Jaurès avance l'hypothèse que le « dédagisme » et la volonté de changement ayant porté au pouvoir le Printemps marseillais est principalement dû au renouvellement des populations du centre et à l'arrivée depuis une quinzaine d'années de « néo-marseillais¹³ » remplaçant la bourgeoisie traditionnelle locale. Cette catégorie particulière, qui plébiscite les quartiers centraux et littoraux, serait constituée de populations diplômées et d'intellos précaires autour de nombreux collectifs et associations mobilisés sur l'écologie, la mixité sociale ou les luttes urbaines (mouvement du 5 novembre contre le logement insalubre, mouvement contre le projet de réaménagement de la Plaine). Dotés d'un fort capital culturel et de peu de capital économique, les « néos » peuvent agglomérer des natifs de Marseille en rupture de ban culturelle et privilégieraient une manière

¹² Allusion à la position du port du Pirée comme dépendance de la métropole d'Athènes.

¹³ Jean-Laurent Cassely, Sylvain Manternach, *Comment la gauche néo-marseillaise a éjecté la bourgeoisie locale*, op. cit.

horizontale de faire de la politique doublée d'une attirance pour la réputation rebelle de Marseille qui faciliterait les réseaux militants. En somme, une *classe créative*, un électorat jeune, surdiplômé et surmotivé, aux commandes d'une « movida marseillaise » confortée par l'Année européenne de la culture 2013, ayant voté Hamon aux présidentielles de 2017 et EELV aux européennes de 2019. Alors, les néo-marseillais prendront-ils la parole pour négocier leur place dans la bataille culturelle ou celle du centre-ville appauvri dans la métropole-département ?

L'enjeu du centre: le tabou des mots «pauvreté» et «métropole»

L'hypothèse du renouvellement du centre par les néo-marseillais nous semble intéressante mais limitée. Les motivations qui ont conduit le centre-ville à voter Printemps sont de nature diverse. D'abord, c'est l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne qui explique en première instance la révolte des habitants et la colère qui a conduit à éjecter Gaudin (ou Vassal) et à élire Sophie Camard (LFI et néo-marseillaise) dans le 1er arrondissement de l'hypercentre. Ensuite, la défaite de Martine Vassal dans son fief imprenable des VI^e (centre-sud) et VIII^e arrondissement (littoral) bourgeois n'a été possible que par le maintien de la liste LREM conduite par Yvon Berland, médecin et ancien président d'Aix-Marseille Université (7 % au premier tour). La nouvelle maire, Olivia Fortin, issue d'une vieille famille marseillaise, fondatrice de Mad Mars et chef d'une entreprise d'événementiel du cinéma, résume bien le renouvellement culturel de l'ancienne bourgeoisie. Enfin, les II^e et III^e arrondissements de la ville arrière-portuaire ont toujours été dans l'opposition à la mairie de droite. Cette fois-ci, leur maire, Benoît Payan, fait partie de la majorité municipale, mais il est surtout devenu premier adjoint (PS) de Rubirola. Quel jeu jouera-t-il pour le centre marseillais alors qu'il détient les pleins pouvoirs ?

Il est à remarquer que pendant la campagne des municipales, deux mots ont été soigneusement évités, ceux de « métropole » et de « pauvreté ». Les acteurs économiques comme ceux de la place portuaire, l'Union patronale 13 ou la Chambre de commerce se feront-ils l'écho d'un souci de métropole, d'une stratégie maillée de « logistique industrialisante » re-

donnant du souffle à la centralité tertiaire marseillaise¹⁴ ? Ou Marseille est-elle condamnée à quémander des subsides auprès de la métropole et du riche département en reproduisant sa pauvreté, celle du centre, des quartiers nord ? Avec le Printemps, Marseille se retrouve en effet enclavée dans une métropole-département, tous deux tenus par Martine Vassal, où la maire d'Aix (Maryse Joissains) joue un rôle de premier plan pour démanteler l'institution métropolitaine au profit du pouvoir communal et d'une métropole-addition de « petits projets » qui avive la compétition territoriale. Dans ce contexte, la reconversion du centre est-elle possible, est-elle seulement désirée ? Se fera-t-elle sur la vocation renouvelée d'échanges ou par la culture, en profitant d'une attraction résidentielle nouvelle, mixte socialement et peu élitiste, comme moteurs d'emplois et de revenus permettant de diminuer la pauvreté ?

¹⁴ Priscilla De Roo, « Une stratégie de métropole », *op. cit.*





Femmes, que faire ?

Anne Querrien

2020 devait donner l'occasion de fêter cinquante années de mouvement de libération des femmes en France par une série de petites manifestations dans les lieux qui avaient marqué les premières années du mouvement. Le Covid, devenu *la Covid* par la grâce de la trans-académie française, en a décidé autrement. L'échéance a été honorée par les médias qui ont mis en scène un petit drame à la manière journalistique : il était une fois une centaine de militantes qui, à coups d'assemblées générales, de groupes de prise de conscience, de manifestations, de procès, ont réussi à obtenir de l'État le vote de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse en 1973 ; et elles sont oubliées par les divers groupes de femmes plus jeunes d'aujourd'hui, qui ont d'autres enjeux, puisque celui-là est acquis. Le cinquantième anniversaire du MLF a donc fait l'objet de plusieurs interviews, où les journalistes ont essayé de confronter anciennes et nouvelles féministes. Comme le souligne Martine Storti, dans *Pour un féminisme universel* (La République des idées, Seuil, septembre 2020), cette opposition entre « anciennes » et « nouvelles » est pour l'essentiel artificielle, car les principaux motifs de conflit au sein du mouvement (que son livre analyse en détail), divisent autant anciennes que nouvelles. Et, chez toutes, les démarches féministes individuelles se rejoignent : *Me too*, moi aussi, disent toutes les femmes aujourd'hui en parlant des violences physiques ou symboliques qu'elles ont subies, et qui les ont révoltées.

Femmes, le continent noir

Un évènement récent nous invite à questionner l'unanimité qui caractériserait le mouvement des femmes d'aujourd'hui. Vendredi 28 août 2020, Giulia Foïs, animatrice de l'émission *Pas son genre* sur France Inter faisait se confronter Marie-Jo Bonnet, militante du MLF des années 1970, devenue historienne d'art et spécialiste de l'histoire des femmes (*Mon MLF*, Albin Michel, 2018) et Caroline de Haas, de trente ans sa cadette, militante féministe et « femme politique » (selon Wikipédia), fondatrice successivement du mouvement *Osez le féminisme* (novembre 2009) et de *Nous toutes* (juillet 2018). *L'hymne du MLF*, écrit par un collectif de militantes parmi lesquelles Monique Wittig, fut écouté pendant la conversation. Marie-Jo Bonnet, heureuse d'entendre notre chant préféré, fut médusée par les propos de Caroline de Haas : « On a écrit une version plus moderne qui permet d'éviter une comparaison entre ce que vivent les femmes et l'esclavage... ». Le refrain de ce chant est en effet « Levons-nous, femmes esclaves, et brisons nos entraves ». Il a été mûrement réfléchi par le groupe d'autrices, en référence d'une part, à la situation d'esclave domestique de toutes les femmes qui doivent un travail gratuit à leur mari, à leur père, à leur compagnon, à leur foyer et d'autre part, à la solidarité que, esclaves essayant de s'affranchir, nous voulions manifester avec tous les esclaves en voie de libération dans le monde, notamment avec le mouvement américain du Black Power. Autre grief des féministes bien élevées contre notre chant : nous y disons à propos des femmes « Depuis la nuit des temps, nous sommes le continent noir ». Cette expression, tirée de Freud, serait, comme l'idée d'esclavage, l'usurpation d'une qualité que ne sauraient revendiquer que les personnes dont le noir est la couleur de la peau ! En 1970 nous, et d'ailleurs tous les militants hors partis, nous revendiquions de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, y compris le noir afro-américain, comme autant de figures militantes avec lesquelles faire un bout de chemin. Plus récemment, la « sorcière » américaine Starhawk, qui séduit toutes les écoféministes, a titré l'un de ses livres *Dreaming the Dark*, rêver l'obscur, explorer le noir en chaque être humain pour régénérer l'humanité.

Parmi nos crédos il y avait, et il y a toujours, l'absence de propriété sur les énoncés. Ils sont collectifs, ils peuvent être appropriés, modifiés. On nous a transformé notre hymne, pourquoi pas, c'est le sens de l'histoire ;

nous aurions aimé être prévenues autrement qu'au détour d'une émission de radio. Mais, quand on regarde la modification, quand on essaie de comprendre le sens de l'histoire qu'elle indique, on a tout de même envie de mettre son grain de sel dans le gâteau. Les versions réformées de notre chant sont plusieurs. J'en ai trouvé deux sur internet : « Nous sommes le continent noir » devient « Nous sommes celles qu'on ne veut pas voir » et « On refuse de nous voir ». Dans les deux cas le sujet est « on », les femmes sont devenues objet, et leur libération est donc laissée au bon vouloir de leurs oppresseurs, qui vont peut-être les regarder autrement. On voit bien que, dans l'ensemble, ce changement de regard sur les femmes tarde. Dans le premier cas, le refrain « Levons-nous, femmes esclaves, et brisons nos entraves » est devenu « Écrivons notre histoire, construisons nos espoirs » ou « Levons-nous, femmes en rage, et brisons toutes les cages ». Dans le second cas, les « femmes esclaves » sont restées, le refrain est au début de l'hymne le même, puis à la fin devient « Levons-nous, femmes esclaves et jouissons sans entraves ». Mais peut-on jouir en restant esclaves ? La critique ici serait bienvenue...

Le Mouvement de libération des femmes, né souterrainement avant 1970 et porté sur la place publique par une poignée de femmes à l'Arc de Triomphe le 26 août 1970, était tendu par divers désirs dont la composition a produit une nouvelle subjectivité politique, celle des femmes en mouvement, qu'elles soient anciennes ou nouvelles. Cent mesures, visant essentiellement l'égalité entre les femmes et les hommes, étaient élaborées sous la houlette de Françoise Giroud en 1975-1976, pour tenter de satisfaire politiquement ce mouvement et de le faire rentrer dans le rang. La condition féminine est devenue un objet de politique gouvernementale. Les féministes n'en ont cure, et continuent de développer leurs petits groupes de parole et de publications, leurs associations d'entraide, leurs tentatives de judiciarisation des violences faites aux femmes.

Foisonnement de désirs

Les désirs multiples qui conduisent les femmes à participer à un mouvement féministe aujourd'hui comme hier, sont entrelacés différemment pour chacune et pour toutes, en fonction des époques, des modifications

juridiques et des transformations des modes de vie. Ils nous semblent pouvoir être caractérisés comme suit :

– un *désir d'autonomie*: la majorité a été abaissée à 18 ans en 1974, en 1970 la plupart des étudiantes étaient mineures. Nous avons pu toutes constater « la complémentarité » de notre mère par rapport à notre père, des femmes par rapport aux hommes, le caractère subalterne des prétendues qualités féminines, et nous souhaitions nous en débarrasser ;

– un *désir de liberté sexuelle*: droit à l'avortement, accès gratuit à la contraception (précisément très difficile pour les mineures), reconnaissance par la société de la véritable vie des adolescentes et des jeunes adultes, que le cinéma nous invitait à explorer pour nous-mêmes ;

– un *désir d'indépendance économique*: l'accès des femmes mariées à un chéquier personnel et non conjoint a été rendu possible par la loi en 1965, de même que l'accès à un travail pour lequel le mari devait jusque-là donner son autorisation. Nous commençons à revendiquer « à travail égal, salaire égal », mais on partait de loin : la division du travail nous confie toujours des responsabilités inférieures, complémentaires, indispensables mais moins payées. On l'a vu encore pendant la crise du Covid. Pour gagner cette égalité il fallait pouvoir suivre les mêmes formations : l'accès aux grandes écoles d'ingénieurs n'a été rendu égal qu'à partir de 1972, et, dans l'école la plus prestigieuse, l'ENS de la rue d'Ulm, qu'en 1984 !

– un *désir de pouvoir politique*: beaucoup d'entre nous venaient de mouvements politiques de gauche où nous n'avions tellement pas le droit à la parole que nous n'avions rien à dire ! Nous sentions confusément que nous aurions dit autre chose et aurions produit d'autres orientations si on nous en avait donné l'occasion. Le passage par un Mouvement non mixte a été indispensable pour libérer notre parole, comme il l'est encore aujourd'hui. Ce pouvoir politique détenu anarchiquement par chacune et par toutes dans la première année du Mouvement a été capté par la suite par diverses organisations, qui ont détruit sa dimension de jaillissement, qui ont fait de la question des femmes un objet à examiner avec la distance scientifique ou la précaution politique de rigueur, pour faire du féminisme un objet politique convenable, négociable dans des alliances possibles.

– un *désir lesbien* de sortir de la concurrence entre femmes instituée par les hommes, de soulever nos problèmes ensemble, de vivre l'amour

entre femmes et en extension à tous les opprimés de la planète, un désir de création d'institutions nouvelles, protégeant les femmes en particulier, mais pas que, faisant vivre la démocratie pour toutes et tous, un désir de création littéraire et artistique, transcendant les ouvrages de dames tout en en reprenant l'héritage.

Ce foisonnement désirant, sa dimension lesbienne ou féministe, a inquiété et continue d'inquiéter. Il est difficile de le glisser dans la somme des institutions existantes, dans l'étroitesse des vies familiales ou professionnelles. Il risque la dépression, la frustration, envers subjectifs de la répression. Multiples ont donc été les tentatives politiques ou éditrices pour lui donner des formes plus précises. Antoinette Fouque, par exemple, a voulu dès la deuxième année du Mouvement, soumettre ces désirs à une idéologie qui en faisait le chemin obligé vers une vie de femme plus accomplie. Plusieurs revues sont nées apparemment concurrentes, et donc obligées de se définir des créneaux particuliers. Le Mouvement semblait s'émietter.

Le rôle des violences faites aux femmes

Dans ce mouvement désirant, la dénonciation des crimes commis par les hommes avait peu d'importance tant c'était notre émergence en tant que femmes libres, autonomes, indépendantes, artistes, écrivains, sœurs qui nous importait. Mais en 1972, dans un souci de lutte contre cet émiettement et de coopération entre les groupes divergents des « Journées de dénonciation des crimes commis contre les femmes » furent organisées, comme si les crimes commis par les hommes contre nous était ce qui nous unifiait ! On retrouve là ce dangereux changement de sujet déjà noté à propos de l'hymne. C'est aux hommes que nous demandons de changer, ce n'est plus nous qui gouvernons notre changement.

En créant *Nous toutes*, Caroline de Haas a fait le même calcul politique que nos amies organisatrices des journées de 1972 : ce qu'il y aurait de commun à toutes les femmes, ce sont les violences que leur ont fait subir les hommes, ce qui consiste à définir les femmes comme les victimes des hommes, des êtres dans leur dépendance, dans une vision sordidement réa-

liste de la société. Le risque de commisération envers les femmes victimes de la part des femmes n'ayant pas conscience d'avoir été victimes est important. Il n'est pas sûr que le slogan soit si unificateur que cela. *Me too* procédait d'une autre démarche que *Nous toutes*: par les réseaux sociaux, des femmes célèbres et considérées comme libres par l'opinion publique, témoignaient qu'elles aussi avaient subi harcèlement et éventuellement, viol. La démarche rappelait le Manifeste des 343 de 1971, qui s'inspirait lui-même du Manifeste des 121 pendant la guerre d'Algérie. Individuellement, des personnes posent un acte illégal ou sidérant. Elles ne défilent pas derrière une banderole où une organisation bienveillante a écrit « nous, toutes ». La démarche n'est pas la même. Se mettre en mouvement est un acte individuel volontaire, ce n'est pas le résultat obligatoire d'une condition ou d'une identité. C'est en cela que ce mouvement a vocation à être universel, comme le dit si justement Martine Storti.

Mues par nos désirs conjugués par chacune à sa manière, nous nous sommes frayé des voies vers le célibat ou vers des formes de conjugalité, excluant autant que possible l'esclavage domestique ou le travail gratuit pour l'autre. Ce n'était pas seulement *notre* Mouvement, mais le mouvement de toute la société, qui s'appuyait sur les nouvelles offres technologiques pour transformer l'économie et en caler la croissance sur les désirs de tous, notamment les femmes et les enfants. Les équilibres se sont déplacés lentement en cinquante ans, trop lentement à notre goût, suffisamment pour donner à ce déplacement d'autres sens que ceux que nous voulions.

La présence acquise des femmes dans tous les domaines de la vie sociale fait concentrer le regard sur ce qui paraît archaïque dans cette évolution: les violences commises par les hommes sur les femmes. Mais là encore, qui est le sujet du changement? Pour qui est-il mal de battre une femme, et éventuellement de la tuer? Pour les femmes qui signalent les actes, mais aussi pour tous les membres de l'appareil d'État appelés à réprimer ces actes: police, justice, travailleurs sociaux, collègues, les violences faites aux femmes étant depuis 2017 « une cause nationale ». Cela fait un public beaucoup plus vaste pour le mouvement que celui de femmes émergeant à la sphère publique et s'y épanouissant. *Nous toutes*, comme les journées de

72 de dénonciation des crimes commis contre les femmes, cherche à rallier toute la société à un pan particulier de la lutte des femmes, la diminution des violences, évaluable statistiquement. Dans cette entreprise de moralisation le succès n'est pas complètement assuré, mais en marche. Le désir légitime pour chacune n'est plus que celui d'une vie normale. Les luttes politiques c'est pour les autres, les vrais opprimés, les descendantes des vrais esclaves, et on s'excuse vis-à-vis d'elles d'avoir un moment pu confondre !

Certes, entre les rares manifestations de rue et le quotidien trop petit des logements, il ne reste plus guère d'espaces collectifs intermédiaires où venir librement participer à un mouvement, où entrer sans décliner son identité et montrer son invitation, où venir travailler une désidentification, une mise en mouvement. Dans tous les domaines, le sens de l'histoire manifeste un goût pour la régression, pour les divisions, pour les comparaisons négatives. Courageusement, de petits groupes de jeunes femmes invitent les passants à se scandaliser des crimes que nous subissons encore ; l'activisme n'est pas un mode de vie accessible à toutes. Alors *nous toutes*, qu'est qu'on peut faire ensemble ?

Un « Non » aux saveurs d'un « Oui » en Nouvelle-Calédonie

Anthony Tutugoro

« Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine-souveraineté et devienne indépendante? ». Si le « Oui » était donné grand perdant à la veille de la consultation¹ du 4 novembre 2018 par divers instituts de sondages et personnels politiques non-indépendantistes, les urnes remirent les pendules à l'heure le soir même du dépouillement. Par un score de 43,3 %² le « Oui » sonnait comme une victoire et le camp du « Non » découvrait alors avec amertume son score pourtant victorieux de 56,7 % des suffrages exprimés.

Deux ans plus tard, et comme il l'est prévu par l'accord de Nouméa signé en 1998, une deuxième consultation s'organise suite à une demande faite par un tiers du Congrès de la Nouvelle-Calédonie le 7 juin par le groupe « Avenir en Confiance » et le 13 juin par les groupes Union Nationale pour l'Indépendance (UNI), UC-FLNKS et Nationalistes. Le soir du 4 octobre 2020 le « Oui » gagne encore du terrain et l'écart se resserre. Il obtient un total de 46,8 % des suffrages exprimés contre 53,2 % en faveur du « Non ». L'écart entre les deux tendances n'est désormais plus que de 9 979 voix. Contrairement à 2018, les partis habilités à faire campagne ont

¹ La doctrine actuelle ne parle plus de référendum mais de consultation référendaire. En effet si le « Oui » l'emportait, le Parlement français devrait se réunir pour acter l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Un référendum approuvé par la population quant à lui, s'il est approuvé, est acquis de fait.

² L'ensemble des résultats proviennent du site web du Haut-Commissariat de la Nouvelle-Calédonie.

préférent garder la confidentialité de leurs sondages. Le seul sondage rendu public avant cette seconde consultation prévoyait un taux de 57 % d'électeurs souhaitant rester au sein de la République française, de 20 % souhaitant devenir indépendant, de 16 % d'enquêtés se déclarant indécis et de 7 % ne souhaitant pas répondre à l'enquête.

Des visions multiples de la Kanaky et/ou Nouvelle-Calédonie future

L'électeur inscrit sur la liste électorale spéciale pour la consultation (LESC) avait au final un panel de six possibilités s'offrant à lui le dimanche 4 octobre 2020. Il pouvait premièrement s'abstenir et ce, soit délibérément, soit par le fait d'une mal-inscription. Le réservoir d'abstentionnistes d'un scrutin à l'autre a diminué passant de 33 066 (19 %) à 25 881 (14,31 %). Ces abstentionnistes représentent un potentiel électoral relatif et ce réservoir devrait constituer l'enjeu majeur des prochains mois. L'électeur peut également voter blanc par choix personnel. Les bulletins blancs étaient au nombre de 855 (0,55 %) ce qui en fait un courant marginal. Il pouvait voter nul par méconnaissance du cadre général du scrutin ou par choix politique. L'on retrouvait par exemple au moment du dépouillement dans les bureaux de vote les bulletins « Oui » et « Non » dans la même enveloppe. Enfin, le dernier choix, qui sera de loin le plus retenu était bien évidemment, compte tenu de l'envergure d'un tel scrutin, de rejoindre la catégorie des suffrages exprimés. Ainsi ce sont 153 036 électeurs sur les 180 799 inscrits soit un total de 98,79 % des votants qui ont répondu « Oui » ou « Non » à la question posée le dimanche 4 octobre 2020.

Au cours de la longue campagne introduisant cette consultation le camp du « Non » s'est lui-même scindé en deux. Une alliance dite « Les loyalistes » composée de la grande majorité des partis politiques et associations non-indépendantistes s'est constituée en juillet 2020. Estimant ne pas avoir suffisamment attiré les électeurs à voter « Non » en 2018, « Les Loyalistes » calquent leur stratégie en 2020 sur celle menée par le « Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste » (FLNKS) lors de la première campagne. Ainsi, ils s'attèlent à présenter à la population calédonienne un projet de société qui serait issu d'une consultation publique, à se coordonner en sections

réparties sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie pour aller convaincre la population, et à organiser des manifestations du drapeau tricolore dans la capitale. Leur slogan de campagne s'orchestre autour d'une boutade: « Mon NON est Nouvelle-Calédonie ». Calédonie Ensemble, parti majoritaire avant les élections provinciales de 2019 qui ont complètement rebattues les cartes de l'échiquier politique calédonien, a quant à lui fait campagne pour un « Non » plus modéré que « Les Loyalistes ». Partant du principe qu'il est divisible, Calédonie Ensemble joue en effet sur une déclinaison du terme de souveraineté pour prôner des souverainetés pouvant être alimentaire ou énergétique sans pour autant être politique. Il se dit prêt à discuter des noms donnés au territoire mais reste intangible sur sa volonté de ne jamais permettre à la Nouvelle Calédonie d'accéder à la pleine souveraineté.

Du côté du « Oui », deux tendances aussi ont battu campagne. Le FLNKS a continué sa stratégie initiée en 2018. Il a poursuivi son travail sur son projet de société dans une « Kanaky-Nouvelle Calédonie souveraine ». Il a également conservé sa méthode organisationnelle dite des CNC (Comités Nationalistes et Citoyens), laissant ainsi la responsabilité à chaque commune de s'organiser avec les forces vives sur place pour battre campagne. Le Mouvement Nationaliste pour la Souveraineté de Kanaky (MNSK) a lui aussi battu campagne après sa création officielle lors de son Congrès Constitutif du 19 septembre 2020. Sa volonté est de se positionner aux côtés du FLNKS en espérant obtenir une place à la table des négociations le jour de la convocation d'une potentielle Assemblée Constituante. Le fait qu'il n'ait pas à assumer le bilan politique des trente dernières années en Nouvelle Calédonie le distingue du FLNKS. Il n'en fait d'ailleurs pas partie. Le MNSK milite pour une appellation du pays « Kanaky » contrairement au FLNKS qui œuvre pour la contraction « Kanaky-Nouvelle Calédonie ». Il faut noter qu'au cours de ce scrutin, le Parti Travailleiste a épaulé la campagne pour le « Oui », changeant ainsi de position par rapport à sa décision de ne pas participer au scrutin en 2018. Cette année encore, Dynamique Autochtone, un parti politique émanant d'un changement d'appellation du parti Libération Kanak Socialiste (LKS) a créé la surprise en appelant ses militants à voter non pour ce scrutin. Ce revirement s'explique en partie par une opposition idéologique au projet de société porté par le FLNKS. Cette consigne de vote a eu surtout de l'impact sur l'île de Maré.

Aucune organisation n'a appelé à voter blanc. Le tout nouveau parti de l'Eveil Océanien a laissé le choix à ses électeurs de leur orientation. Sa position est motivée par le fait que le parti est jeune, qu'il n'a pas à assumer le bilan de l'accord de Nouméa et que ses militants sont composés à la fois d'indépendantistes et de non-indépendantistes.

Quant à l'État, bien qu'il soit supposé neutre et impartial dans ce processus de décolonisation, il a donné quelques indices quant à ses intérêts propres dans la région. Dans son discours du 5 mai 2018, Emmanuel Macron, président de la République laissait sous-entendre au Théâtre de l'Île à Nouméa, son intérêt de voir la Nouvelle-Calédonie intégrer un axe indopacifique se profilant, et exprimait sa volonté d'encourager la recherche locale, le développement de l'économie bleue, ou encore la lutte contre le réchauffement climatique.

La symbolique d'un pavoisement exalté des étendards

L'un des éléments d'une certaine montée des tensions dans cette campagne peut tenir à une intervention de l'État dans des dispositions techniques visant à régir la campagne et l'utilisation des drapeaux par les différents groupes. En effet, à travers une convocation des élus au Congrès, il s'est à la fois prononcé en faveur de l'introduction des couleurs bleu-blanc-rouge accolées dans la campagne ainsi que sur le changement de date concernant la tenue de la consultation qui avait pourtant été arrêtée au 6 septembre 2020 lors du XIX^e comité des signataires réuni à Paris le 10 octobre 2019. Ce report de l'échéance étant dû à la pandémie du Covid-19 qui a confiné l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie de mi-mars à mi-avril 2020. L'utilisation des couleurs républicaines dans la campagne a engendré des débats houleux au Congrès de la Nouvelle-Calédonie ce qui a contribué à faire monter le discours politique d'un ton. Louis José Barbançon³ déclarait à deux jours du référendum que c'était comme jouer un match de football où une équipe arborerait le drapeau de Kanaky, et où l'autre jouerait avec le même drapeau tricolore que l'arbitre de la rencontre. Ce qui pouvait être considéré comme un détail juridique et

3 Radio Rythme Bleu, « Le club politique », 2 octobre 2020.

donc technique ne pouvait à ce stade que devenir un enjeu politique. Ainsi, à l'instar de la campagne de 2018, où l'on pouvait observer des drapeaux de Kanaky-Nouvelle Calédonie accrochés sur le bord des routes, cette fois-ci, la cocarde tricolore se montrait au grand jour, particulièrement le long des routes de la côte Ouest. Le drapeau de Kanaky-Nouvelle Calédonie encore vu comme l'étendard de la violence et des « Événements » il y a peine dix ans, a fait, lors des derniers jours de la campagne, la fierté de toute une jeunesse et de tout un peuple. On pouvait en effet observer ce drapeau partout sur la capitale le jour du scrutin, ainsi que sur des centaines de voitures, arboré par des jeunes et des moins jeunes dans les ronds-points, les ponts et les collines, afin que chacun n'ait d'autres choix que de le voir flotter. Cette manifestation des drapeaux a été perçue comme un affront par « Les Loyalistes » le soir même du dépouillement. Aucune mention n'a pourtant été faite sur les dégradations opérées sur les murs de la mairie de Ouégoa dans l'extrême nord de la Grande Terre, tagués à la bombe en bleu-blanc-rouge avec l'inscription « Votez NON ». De leurs côtés, leurs militants, s'obligeant quasiment à un devoir de réserve en dehors même des bureaux de vote n'arborèrent que très peu le drapeau tricolore dans les rues de Nouméa ou ailleurs sur l'archipel.

Ainsi, peut-être inconsciemment, en introduisant le sujet on le sait ô combien épineux, puisque relevant d'un attachement affectif, de l'usage des drapeaux dans la campagne, l'État a indirectement donné naissance à une véritable surenchère d'affichage des étendards. D'une part les indépendantistes par la voix de Paul Néaoutyine sentaient par exemple que quelque chose allait se passer en parlant de la surexposition des drapeaux : « Quand je vois le monde qu'il y a là aujourd'hui, on a jamais vu ce type de public depuis qu'on fait de la politique, y compris à la première consultation [...] certains pourraient être surpris du résultat⁴ ». Il était à ce moment interviewé en descendant de la scène du meeting final se tenant au lieu-dit « Ko Wé Kara » à Nouméa. D'autre part l'on pouvait entendre *La Marseillaise* en fin de meeting scandée par la section Wallisienne et Futunienne des « Loyalistes » dans l'une des dernières réunions publiques de leur campagne se tenant au dock socioculturel de la commune de Païta. Calédonie Ensemble quant à eux ont été très discrets quant à l'utilisation des drapeaux. Mis à part un timide drapeau tricolore apparaissant sur

4 Nouvelle Calédonie la 1^{ère}, Interview au Journal Télévisé, 2 octobre 2020.

leurs affiches de campagne, à l'image d'une société multiculturelle prônée par le parti, des couleurs plus neutres et multiples arboraient leur slogan prenant lui aussi les allures d'une boutade autour d'un : « Écris ton Non ! ».

Les implications de la nette progression du « Oui »

Les résultats sont rendus officiels dès le lendemain du scrutin à 9h et sont proclamés par Francis Lamy, président de la commission de contrôle de cette consultation. Ils montrent une évidente progression du « Oui ». Il faut également croiser cette analyse avec une augmentation beaucoup plus timide du « Non » en Nouvelle-Calédonie. D'ailleurs, le « Non » perd du terrain sur un nombre important de communes. Sur la Côte Est, où il perd des voix dans la totalité des communes, son réservoir de votants diminue de 862 voix. Sur la côte Est également et à titre d'exemple, le « Oui » augmente de 2 056 voix. Le « Oui », quant à lui, gagne des voix dans la totalité des communes de la Nouvelle Calédonie. Une commune comme Poindimié par exemple gagne 300 voix pour le « Oui » et perd 75 voix en faveur du « Non ». Ce phénomène n'est pas anodin. Chaque tendance y va de son interprétation. Pour Calédonie Ensemble ce recul du « Non » serait dû à une radicalisation du discours fait par « Les Loyalistes » tendant à faire basculer l'aile modérée de leur électorat. Pour ces derniers, ce recul n'est dû qu'au fait que les indépendantistes sont allés chercher les voix des abstentionnistes. Et côté indépendantiste, l'on se gargarise d'être allé convaincre chez les communautés exogènes au peuple Kanak. Ainsi sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, avec un total de 6 634 nouveaux inscrits, le « Oui » obtient un total de 11 334 nouvelles voix et le « Non » en obtient quant à lui 2 701. Sur les 33 066 abstentionnistes du premier scrutin, 7 185 électeurs ont été entre-temps convaincus d'aller voter au second. Des sondages devraient être réalisés prochainement pour déterminer si des comportements électoraux ont basculé du « Oui » au « Non », et pour démontrer ou infirmer des évolutions du comportement électoral en fonction de critères ethniques⁵.

⁵ Un premier sondage basé sur des comportements déclarés a été mené par le Cevipof par l'intermédiaire de Quid-Novi en 2019. Voir Sylvain Brouard (Sc Po Paris), Samuel Gorohouna (UNC), déterminants du comportement électoral au referendum de 2018, PIPSA, juin 2019. Lien youtube : <https://youtu.be/VZbGvEwe9cU>

Il est indéniable que les lignes bougent et que le fauteuil du « Oui » s'élargit. En effet avec un écart de presque quatre points, tout devient désormais possible et envisageable. L'espoir pour le camp du « Oui » de continuer cette percée laisse présager un retour au fameux paradis perdu de souveraineté. Du côté du « Non » le soir même du dépouillement, la tendance générale est au dialogue. Il convient désormais, comme il est d'usage en Nouvelle-Calédonie, de « se réunir autour de la table des discussions » pour envisager la suite.

Pour « Les Loyalistes » il convient de discuter avec les indépendantistes d'un aménagement possible entre ce qu'ils considèrent comme un « vote de raison » face à un « vote identitaire ». Il faut noter qu'un vote de raison consisterait pour cette tendance politique à laisser les compétences régaliennes de la Nouvelle-Calédonie aux mains et au portefeuille de l'État. Un « vote identitaire » correspondrait à un vote viscéral, relevant du pathos dans l'idylle de retrouver le pays des ancêtres. Cette dichotomie, discours d'un vainqueur délégitimant toute forme de choix rationnel à l'adversaire dans un vote émanant de l'expression de près de cinquante années de lutte politique, révèle un caractère paternaliste, si ce n'est colonial. Dans ce vote rationnel « Les Loyalistes » n'échappent pas non plus à un discours victimaire consistant à plaider pour exposer des dérogations dont les indépendantistes bénéficient : gel du corps électoral⁶, inscription d'office des natifs de droit coutumier uniquement, ... Gil Brial, directeur de la campagne de la coalition « Les Loyalistes » déclare le soir du dépouillement la métaphore suivante : « Je compare toujours cette élection à un 110 mètres haies entre indépendantistes et non-indépendantistes [...]. Ils ont 80 mètres sans haies, nous on a 110 mètres avec les haies et un boulet. Et malgré ça on gagne !⁷ ». Calédonie Ensemble dès le lendemain du scrutin comprend que se produit une division possible de la société calédonienne en deux blocs pesant pratiquement le même poids électoral. Le parti appelle alors à une discussion commune pour parvenir à un « Oui collectif⁸ », c'est-à-dire, un « Oui » alliant « souveraineté et République ». Les indépen-

⁶ Pour être électeur à la consultation du 4 octobre 2020, il faut, pour les personnes arrivées de l'extérieur, s'être inscrit sur le registre de la Mairie de résidence en Nouvelle-Calédonie au plus tard le 1^{er} décembre 1994.

⁷ Intervention à la 102min sur *Nouvelle Calédonie la 1^{ère}*, Soirée référendaire du 4 octobre 2020.

⁸ Erik Dufour et Nicolas Fasquel, « Calédonie ensemble prône le Oui collectif à un avenir partagé », *Nouvelle Calédonie la 1^{ère}*, 6 octobre 2020.

dantistes notamment à travers la voix du porte-parole du Palika, Charles Washetine avancent que « La progression du « Oui » traduira une chose, c'est que l'idée de l'émancipation du pays, l'accession du pays à la pleine-souveraineté est bien réelle ». L'idée est confirmée quelques jours plus tard par la voix de Victor Tutugoro, exprimant en conférence de presse pour le compte du bureau politique du FLNKS que « le oui a le vent en poupe. C'est une grande victoire qui indique la direction que doit prendre le pays, celle donnée par l'accord de Nouméa et le sens de l'histoire⁹ ». C'est une certitude, les indépendantistes, fidèles à une posture prise dès le départ de l'accord de Nouméa réunis autour d'un adage calédonien prônant « l'accord rien que l'accord » iront aisément chercher la troisième consultation. Un tiers des membres du Congrès de la Nouvelle-Calédonie (18 sièges sur 54) permet d'en faire la demande à l'État, majorité pouvant éventuellement être atteinte entre les groupes « UC-FLNKS, Nationaliste et Éveil Océanien » et « Union-Nationale pour l'Indépendance » (28 sièges sur 54).

Il semblerait donc que les chemins du dialogue soient rocaillieux, du moins sur la proposition d'un nouvel accord. Des discussions étaient pourtant engagées précédemment, à l'initiative de l'État, lorsque les « Loyalistes », par l'intermédiaire du Rassemblement-Les Républicains et Les Républicains Calédoniens ont laissé la responsabilité aux seuls indépendantistes et Calédonie ensemble de discuter de la charte des valeurs calédoniennes en quittant la table des négociations en juin 2018¹⁰. Maintenant que les résultats du scrutin leur sont favorables, il est aisé d'en déduire qu'ils seront confortés dans leur volonté d'aller au bout du processus voulu par l'Accord de Nouméa. Le FLNKS l'a d'ailleurs affirmé quatre jours après le scrutin en conférence de presse. Les deux partenaires que sont « Les Loyalistes » et Calédonie Ensemble voulant discuter et définir les contours de cette troisième consultation risquent de ne pas obtenir de satisfaction à leur requête. La seule issue qui paraît plausible pour eux à l'état actuel serait de parvenir à un éventuel troisième « Non » majoritaire lors de cette troisième consultation. L'accord de Nouméa prévoit en effet,

⁹ « Nouvelle-Calédonie : le FLNKS « ira au troisième référendum » pour l'indépendance », *Le Monde* avec AFP, publié le 8 octobre 2020.

¹⁰ *L'Express*, « Nouvelle-Calédonie : le groupe de dialogue fait un bilan politique avant le référendum », par AFP, 14 août 2018.

et c'est une garantie constitutionnelle, une réunion des partenaires « pour examiner la situation ainsi créée¹¹ ». Auquel cas ils devront se résigner à discuter dans le cadre de la convocation de l'Assemblée Constituante en cas d'un hypothétique « Oui » majoritaire à cette troisième consultation.

L'État : garant du processus de décolonisation ?

Il semble que l'État ait constamment argué de sa position d'arbitre dans les accords de Nouméa pour laisser aux Calédoniens les voies et les moyens de leur émancipation. Pour autant, en l'état actuel du processus politique, une discussion entre les différents partenaires paraît compromise voire quasi impossible. Il ne faut pas négliger l'impact d'une campagne d'une telle ampleur, du sens des discours et du poids des mots. Cette discussion pourrait arriver si et seulement si l'État apporte enfin une réponse aux uns et aux autres pour indiquer ses intentions pour la Nouvelle-Calédonie de demain. Tous les partenaires sur place semblent pour autant s'entendre autour d'un élément : savoir quelles seraient les implications réelles de l'État en cas d'un « Oui » ou d'un « Non ». Il s'agissait pourtant des requêtes qui lui avaient été formulées pour la première et la seconde consultation, formalisées dans le document officiel « Les implications de la consultation du 4 octobre 2020 ». Dans un équilibre à 47-53, ou même en cas de basculement sur le « Oui », l'État devra présenter aux Calédoniens son projet d'avenir pour la Nouvelle-Calédonie sous peine de voir une campagne pour une éventuelle troisième consultation se ternir.

Le soir même, après l'annonce par les médias des résultats définitifs, l'État, par l'intermédiaire d'Emmanuel Macron sortait de son silence : « Ce n'est qu'ensemble que nous construirons la Nouvelle-Calédonie de demain [...]. Embrasser l'ensemble de ce qui permet de bâtir un nouveau projet sera au cœur des initiatives que prendra le gouvernement dans les prochains jours. [...] Le moment est en effet venu de répondre et d'appréhender les conséquences concrètes de tous les scénarios et l'État sans se départir de son impartialité garantie par les accords de Matignon s'engagera dans cette voie. Il faudra que les forces politiques calédoniennes s'engagent, que

¹¹ Accord de Nouméa du 5 mai 1998, point 5 paragraphe 4.

les partisans du oui acceptent d'envisager l'hypothèse et les conséquences du non et que les partisans du non acceptent d'envisager l'hypothèse et les conséquences d'un « Oui », nous aurons besoin de l'ensemble des formations politiques nationales qui dans le cadre du débat démocratique auront à dessiner leur vision de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Je les y invite ». Dans la foulée, le ministre des Outre-Mer, annonçait sa venue pour une durée de trois semaines en Nouvelle-Calédonie. Pour Sébastien Lecornu : « Ce long moment doit permettre de mieux m'imprégner de l'état d'esprit des uns et des autres » pour « préparer la suite¹² ».

Pour les partisans du « Oui », l'État, qui a colonisé la Nouvelle-Calédonie, doit à son tour prendre ses responsabilités et en assurer la décolonisation. Cela se réalisera selon eux par le passage indéniable du cap de la pleine-souveraineté. Pour les partisans du « Non » il serait possible de décoloniser la Nouvelle-Calédonie sans passer par l'étape de la restitution de la pleine-souveraineté à l'archipel. Plus que l'étau qui se resserre, c'est aussi la capacité des uns et des autres à imposer un rapport de force qui se réduit. L'histoire politique de la Nouvelle-Calédonie a démontré que lorsque l'État impose par le haut, des tensions surgissent sur le terrain dans un camp comme dans l'autre. Les électeurs inscrits sur la LESC ont quant à eux montré leurs intentions le 4 octobre 2020 et ont laissé sous-entendre que les lignes pourraient encore bouger dans le cadre d'une troisième consultation. Les leaders politiques des deux tendances ont fait état de leurs positions. Reste maintenant à savoir comment l'État et l'exécutif national, saisiront ou non l'opportunité dont ils bénéficient de pouvoir réussir ce processus de décolonisation au XXI^e siècle sans réactiver des tensions inutiles et en exprimant clairement leurs intentions en Nouvelle-Calédonie.

¹² *Les Nouvelles Calédoniennes*, Sébastien Lecornu : « Je n'éluderai aucun des scénarios qui me seront proposés », le 8 octobre 2020.



**« Le soleil m'embaume
Dans l'obscur tombe...
Et je renais dans la mort,
Malgré courte existence...
Et je ressuscite lumineux avant la vie
Malgré toi, temps d'oppression... »**

Fadhel Sassi,
30 décembre 1983

« Je refuse les
ordres du temps...
Je me rebelle contre
les lois du destin...
Ainsi fleurissent
dans mes veines...
Des fleurs parfumées
de ma sueur,
Et les astres de
l'univers deviennent
Des symphonies
sanguines sur ma corde. »

Fadhel Sassi,
25 décembre 1983



الفصل 4

ARTICLE 4

الفصل 3

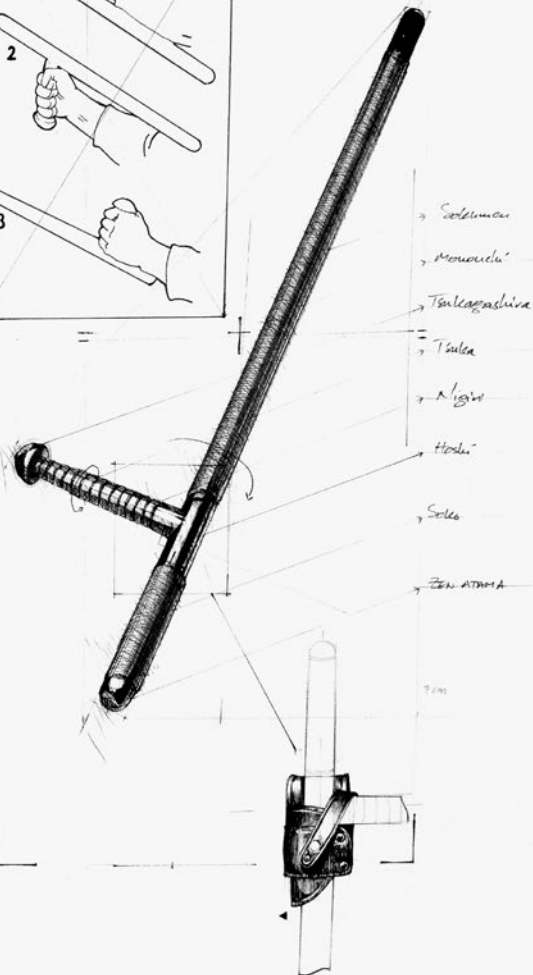
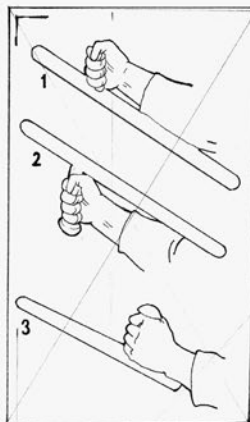
AR

3. SHELF LIFE 5 YEARS AFTER DATE OF MANUFACTURE

4. DO NOT USE AFTER EXPIRATION DATE.

012345 7890

012345678 0 0150 MADE IN U.S.A.



الفصل 2
ARTICLE 2

الفصل 1
ARTICLE 1

Icônes 81

sommaire

Nidhal Chamekh

- 01** *Planche d'étude, 2020*, journal *La Presse*, Tunisie, 22 janvier 1984, archives du Centre de documentation nationale
- 02-03** *Bok, 2015*, poudre de graphite sur papier, 100 × 140 cm
- 16-17** *Trois Poses de Fadhel Sassi, 2016*, poudre de pain brûlé sur toile, 210 × 750 cm
- 35** *Studying Circles, 2015*, poudre de graphite sur papier, 240 × 300 cm
- 36-37** *De quoi rêvent les martyrs 2, IV, 2012*, encres, graphite et transfert sur papier, 42 × 60 cm
- 46-47** *Troubles en Tunisie dans les années 1950 : Les policiers français fouillent les passants entrant et sortant de la Médina*, photographie d'archive, collection personnelle
- 48** *Le Miroir, 2019* (photogramme), projection de diapositives, archive du journal *le Miroir* (1910-1940)
- 58, 63, 73, 84, 94, 100, 110, 120, 131, 142** *nos visages, 2019*, encre et clous sur papier, 23 × 31 cm
- 153** *Le battement des ailes, 2016-2018*, encre, graphite et transfert sur papier, 100 × 140 cm et 23 × 31 cm
- 154-155** *Calais, études et fragments de mémoires, 2017*, encre, graphite et transfert sur papier, 100 × 140 cm, collection Frac Centre-Val de Loire
- 156-157** *Objets tirés du Cabinet des Frontières, 2017*, installation, Biennale Dream City, Tunis
1. Détecteur de métaux, Police des frontières 2. Couffin en plastique, visite de prisons
- 158-159** *nos visages, 2018-2019*, poudre de graphite sur papier, 23 × 31 cm
- 212-213** *Fuir, 2015*, poudre de graphite sur papier, 240 × 440 cm
- 214-215** *Le Miroir, 2019* (photogramme), projection de diapositives, archive du SIRPA, service d'information et de relations publiques des armées, France
- Toutes les images © Adagp 2020

Arafat Sadallah